

Charte et revendications de PolitiQ-queers solidaires

Axe transidentités

Pour toutes définitions des termes employés, contextualisations des débats, explications détaillées et références, nous vous invitons à consulter le guide sur les transidentités produit par PolitiQ-queers solidaires (ici PolitiQ) et qui sera disponible, dès le printemps 2010 dans différents groupes, organismes et associations.

Compte tenu des diverses formes de discriminations, marginalisations et de violences dont sont sujettes les personnes trans dans la société en général, dans différentes institutions et à l'intérieur même de mouvements sociaux revendiquant une plus grande justice sociale globale, PolitiQ espère sensibiliser et s'adjoindre, à travers cette charte et cet ensemble de revendications, des allié-es pour mettre fin à la transphobie et toutes ses manifestations.

PolitiQ appelle à une réelle solidarité entre les mouvements féministes, queers, gais/bisexuels/lesbiens et trans et mettre ainsi fin aux diverses formes d'exclusions et de marginalisations qui persistent dans certains de ces groupes vis-à-vis des personnes trans.

PolitiQ croit, à la suite de ces mouvements, que les revendications pour les personnes trans ne sont pas des revendications spécifiques qui ne profiteront qu'à une minorité, mais plutôt des revendications qui favoriseront, si elles sont gagnées, une plus grande justice sociale globale étant donné les intersections entre les différents systèmes d'oppression que sont la transphobie, le sexisme, le genre et l'hétéronormativité.

PolitiQ affirme que chaque individu doit avoir le droit de vivre dans un corps et un genre choisis (auto-identification) sans être frappé de stigmatisation et de discriminations.

PolitiQ affirme la diversité de la communauté trans, tant par la présence de différentes orientations sexuelles, différentes appartenances culturelles, différentes langues, différentes conditions physiques, différents âges, différentes perspectives théoriques.

PolitiQ revendique une dépathologisation ET une dépsychiatisation des transidentités, ce qui implique une non stigmatisation et un libre accès aux modifications génées et/ou corporelles sans avoir besoin d'autorisations et d'évaluations psychiatriques et psychologiques autres que le suivi requis actuellement pour toute autre chirurgie majeure. Ceci ne doit d'aucune façon conduire à une diminution ou à une non-disponibilité à quelque niveau que ce soit des assurances publiques.

PolitiQ revendique l'accès pour toutes les personnes trans à des soins de santé gratuits, accessibles et adaptés aux besoins et réalités de chacun. Ces soins gratuits comprennent notamment : hormonothérapies, opérations et altérations visant à transformer les caractéristiques sexuelles primaires et secondaires (telles que vaginoplastie, phalloplastie, mastectomie et reconstruction d'une poitrine masculine, féminisation faciale).

PolitiQ revendique le respect des corps de chaque personne, notamment des personnes intersexes et dénonce toutes formes de traitements non choisis et de coercition pour normaliser les corps en fonction des catégories sexuelles dominantes.

PolitiQ revendique l'adaptation des services sociaux aux besoins et réalités des personnes trans : la formation de certaines personnes ressources et la présence de ces dernières dans plusieurs hôpitaux, cliniques, CLSC, etc., afin d'offrir aide et soutien appropriés aux personnes trans, leur permettant ainsi de bénéficier, comme le reste de la population, de services en travail social, psychologie, intervention communautaire et autres où leur identité trans sera accueillie et considérée. **Pour ce faire, nous soutenons les démarches du Réseau de Santé Trans** (construit par Projet 10, 2110 Centre for Gender Advocacy, Stella et l'ASTT(e)Q).

PolitiQ revendique la mise en place des structures de recherches nécessaires et de financement pour documenter les besoins, réalités, discriminations, etc., des personnes trans, tant au niveau de l'emploi, de la société et de ses différentes institutions, de la santé et des méthodes de réassignations sexuelles, etc.

PolitiQ revendique la possibilité, pour les jeunes trans en pré-puberté et en puberté, d'avoir accès à des bloqueurs d'hormones jusqu'au moment où le sexe et le genre seront auto-déterminés. Les jeunes trans devraient pouvoir bénéficier de traitements hormonaux et chirurgicaux dès l'âge de 14 ans.

PolitiQ revendique la facilitation des changements de nom (sur un modèle du droit civil similaire à celui des autres provinces du Canada) des personnes trans au Québec devant le Directeur de l'état civil.

PolitiQ revendique la facilitation des changements de mention de sexe (idéalement la suppression des mentions de sexe) dans les registres du Directeur de l'état civil, de même que dans les différentes institutions existantes, qui n'obligerait plus les personnes trans à prendre des hormones, effectuer des opérations ou encore être diagnostiquées avec un problème de « l'identité sexuelle » pour faire changer leur mention de sexe.

PolitiQ revendique la possibilité, pour les parents, de pouvoir inscrire le nom et le sexe de leur choix quant à leur parentalité dans les certificats de naissance de leurs enfants du Directeur de l'état civil.